

# Développement humain : où en est-on en Algérie ?

Le Conseil national économique et social (Cnes) a rendu public son rapport annuel sur le développement humain en Algérie. Il faut d'abord souligner le grand effort méthodologique fourni par les experts du Cnes qui, en collaboration avec ceux du PNUD, ont réussi à "normer" et aligner leur méthodologie sur celle qui prévaut au plan international rendant ainsi la comparaison Algérie/reste du monde tout à fait possible.

Le premier résultat intéressant auquel est parvenu le Cnes est celui relatif à l'indice de pauvreté humaine (IPH) : cet indice a baissé entre 1995, où il était de 25,23%, et 2005 où il n'est plus que de 16,60%.

De même, la population vivant en dessous du seuil de pauvreté alimentaire a elle aussi baissé. Le Cnes, reprenant les résultats de l'enquête du Ceneap sur le niveau de vie réalisée en 2005, nous apprend que 3,6% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté alimentaire en 1988, le taux n'est plus que de 1,6% en 2004. Enfin, le seuil de pauvreté générale a concerné 3,98 millions de personnes en 1995 et 2,2 millions en 2004.

La pauvreté au seuil de 1 dollar par jour, soit 73 DA par jour, est insignifiante en 2004.

Ces progrès enregistrés dans le domaine de la lutte contre la pauvreté sont dus bien sûr au Plan de soutien à la relance économique lancé en 2001 (jusqu'en 2004) et au Plan national de développement rural et agricole (PNDR). Mais, il faut aussi souligner les efforts faits en matière de transferts sociaux qui ont atteint, en 2005, 770 milliards de

dinars soit 50% de la fiscalité pétrolière ou 12,6% du PIB.

Le budget social de l'Etat a atteint 293 milliards de dinars en 2004 contre 161,1 milliards de dinars en 2000. L'essentiel de ce budget social est allé au soutien à l'éducation (bourses), à l'assistance sociale (enfance assistée, personnes handicapées, personnes âgées), aux fonds sociaux (Fonds social de développement, Fonds de soutien à l'emploi des jeunes, Fonds national du logement...)

Le rapport du Cnes révèle aussi d'autres réalités moins heureuses et qui renseignent sur l'état social des Algériens.

Ainsi, en ce qui concerne le budget des ménages (enquête Ceneap), 58,22% de ce budget va à l'alimentation avec l'essentiel des revenus qui vont aux céréales (25,46%), légumes secs (13,68%) lait et dérivés (13,68%). Les viandes, poissons et fruits sont réservés à une minorité de la population.

L'alimentation de base d'une importante partie de la population est constituée de légumes secs, laitage et à un degré moindre, d'œufs.

Cette photographie de la pauvreté en général et de la pauvreté alimentaire des Algériens plus particulièrement s'explique, certes, par le chômage important qui les frappe, mais s'explique aussi par l'accroissement du nombre de travailleurs pauvres.

Le rapport du Cnes reprend les données de l'ONS et du Plan et montre que la part des revenus salariaux dans le revenu national diminue. Les fruits de la croissance sont inégalement répartis et profitent plus aux revenus non salariaux et notam-

ment les revenus des entrepreneurs.

Il est vrai qu'entre 2001 et 2004, la rémunération globale des salariés a progressé de près de 9% par an, mais cette variation est due à l'augmentation des effectifs. Le pouvoir d'achat du salaire moyen, tous secteurs confondus, a baissé de -1,7 en moyenne par an et de -5% entre 2000 et 2004.

Les raisons sont connues : les prix ont été libérés sans que les salaires soient augmentés au même rythme.

Le Cnes reprenant les résultats de l'enquête du Ceneap, nous apprend alors que 68,2% des ménages ont contracté des emprunts et 46,3% d'entre eux consacrent les sommes empruntées aux dépenses courantes. De même, près d'un tiers (1/3) des ménages algériens s'endettent par les opérations courantes. Enfin, cette même étude souligne qu'un tiers des ménages algériens ont des difficultés financières.

L'autre secteur qui se porte mal et qui alourdit le mauvais climat social qui pèse sur les Algériens est celui de l'éducation. L'école connaît un taux de rendement interne bien insuffisant. Les déperditions scolaires sont énormes. Lorsqu'on examine les taux bruts de scolarisation par palier (primaire, secondaire et supérieur), la tendance à la dégradation apparaît clairement.

### Taux brut de scolarisation

Enseignement obligatoire	6/15 ans	96,01%
Enseignement secondaire	16/19 ans	38,71%
Enseignement supérieur	20/24 ans	21,77%

Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire se répartit en 46,01% pour les filles et seulement 31,66% pour les garçons. Ce dernier taux explique à lui tout seul le nombre élevé de chômeurs jeunes qui caractérise notre société.

Dans l'enseignement supérieur, le taux de 21,77% se répartit en 25,37% pour les filles et 18,40% pour les garçons.

Bref, et en un mot, ce qu'il faut retenir de ce rapide rappel statistique est que seulement 23% des cohortes arrivent à l'enseignement supérieur soit 1 scolarisé sur 4.

Les 3/4 des effectifs n'arrivent pas au supérieur.

### Comment se répartissent les déperditions scolaires ?

L'interruption de la scolarité a concerné 31,8% des individus âgés de 6 à 24 ans. Les déperditions se répartissent comme suit :

Abandon volontaire de l'école	33,58%
Exclusion	10,95%
Eloignement	10,22%
Décision parentale	21,7%

Les abandons sont deux fois plus élevés en zones rurales qu'en zones urbaines et deux fois plus élevés chez les filles que chez les garçons (dans le cycle 6/15 ans).

Ce système d'éducation formation inefficace tant au plan du rendement interne que de l'enseignement qualifiant explique pour une très large part la faiblesse de la productivité du travail dont souffre l'économie algérienne.



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Celle-ci (valeur ajoutée) emploi

ne cesse en effet d'être négative comme l'indique le tableau suivant :

### Productivité du travail

	1997/2000	2001/2005
Industrie hors hydrocarbures	-6,3	-2,6
BTP	0,4	-8,3
Services	-	-3,7
Secteurs productifs hors hydrocarbures	-	-4,5

Ces chiffres éclairent sur la qualité de l'emploi créé ces dernières années : il y a de plus en plus de travailleurs pour une valeur ajoutée stagnante ou en régression.

De même éclairent-ils sur l'illusion de la main-d'œuvre algérienne comme avantage comparatif de l'économie nationale. Les salaires sont effectivement bas, mais la productivité du travail l'est encore plus. Le coût du travail que supporte l'entreprise est donc élevé.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com



## PARDON !

Le ministère de la Culture rappelle que la manifestation "Alger 2007, capitale de la culture arabe" se tient toujours...

... à Alger

La pensée, sous forme de placard, était dans quelques-uns de vos journaux hier. L'Association Anissa Culture Action Mémoire (toujours pas agréée) marquait les 7 années de la disparition de Anissa Asselah, épouse et mère des chouchous de la démocratie, Ahmed et Rabah. Les rédacteurs de cette pensée informent que cette année, pour la première fois, ils n'ont rien pu prévoir comme manifestation. Pas par manque de programme, comme ils ont tenu à le préciser, mais parce que toutes les salles sollicitées étaient déjà réquisitionnées. Et aussi parce qu'ils n'ont plus les moyens matériels de rendre hommage à Anissa. J'imagine très bien par et pour quelles tronches ont été réquisitionnées les salles en cette veille d'élections législatives. Il faut bien une salle pour les mocassins vernis et les sourires carnassiers des camelots politiques en phase de drague accélérée des électeurs. Il faut bien des salles, des pupitres et des microphones à Soltani, Belkhadem, Ouyahia et tous les autres leaders de «partis» en quête de bons d'entrée à l'APN. Une salle pour un exorciste, oui ! Une salle pour la mémoire des Asselah, non ! J'en

viens même à me demander s'il ne faut pas bénir ces temps pas si anciens où nous avions pu dénicher quelques centimètres carrés pour y enterrer nos morts, nos valeureux combattants à nous. Peut-être qu'aujourd'hui, nous n'en serions même pas à chercher des salles et des moyens financiers pour les honorer, mais juste des fosses communes pour y entasser pêle-mêle leurs dépouilles. Vous ne le voyez pas, mais sur mon visage s'affiche un petit soupir de soulagement. Je me réjouis presque que nos héros aient été enterrés, à temps, du temps où les martyrs de la démocratie n'étaient pas obligés de raser les murs des cimetières pour y reposer. Je suis sûr que dans la tête de beaucoup de ceux qui ont réquisitionné les salles pour leurs meetings, ces tombes occupées par les Asselah, et par tous les vrais valeureux combattants sont autant d'espaces indûment pris dans cette Algérie qu'ils nous représentent, qu'ils nous concoctent, un kalachnikov arraché à un militaire agonisant dans une main, et un mandat de député "barbefin" dans l'autre. Alors, oui ! L'Association Anissa a raison. Excusons-nous auprès de nos morts de n'avoir même plus d'endroits ni les moyens de rappeler que eux, sont morts et que Soltani et Belkhadem sont vivants. PARDON ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.